

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA
PROTECTION DES POPULATIONS DES ALPES-
MARITIMES**
service environnement

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Société CENTIPHARM
Etablissement situé Chemin de la Madeleine - Grasse

**Arrêté préfectoral complémentaire portant sur la mise en œuvre
des garanties financières pour la mise en sécurité des installations**

Le Préfet des Alpes-Maritimes
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

N° 14649

- VU le code de l'environnement, livre V, titre II – chapitre VI « Dispositions financières », notamment ses articles L. 516-1, R.516-1 et R.516-2 relatifs à la constitution des garanties financières ;
- VU le code de l'environnement livre V, titre I – chapitre II, en particulier son article R.512-33 relatif au transfert ou modification d'installations ;
- VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financière en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement, en particulier son article 3 ;
- VU l'arrêté ministériel du 31/05/2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU les actes préfectoraux réglementant l'exploitation des installations de l'établissement situé 23, Chemin de la Madeleine à Grasse dont l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 12002 du 24 janvier 2001 ;
- VU les propositions de calcul et d'actualisation du montant des garanties financières produites par la société CENTIPHARM par courrier du 2 décembre 2013 actualisé le 28 janvier 2014 ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 14 février 2014 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en ses séances du 14 mars 2014 et du 16 mai 2014 ;
- VU les observations formulées par la société CENTIPHARM par lettre du 4 juillet 2014 adressée au préfet des Alpes-Maritimes à la suite de la notification par courrier du 25 juin 2014 du projet d'arrêté préfectoral en application de l'article R.512-26 du code de l'environnement ;
- CONSIDERANT** que la société CENTIPHARM exploite des installations soumises à autorisation au titre des rubriques n°s 1110, 1130, 1171, 1174 et 1431 de la nomenclature des installations classées listées à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et existantes à la date du 1^{er} juillet 2012 ;
- CONSIDERANT** que ces installations, compte tenu des seuils ou des rubriques concernées, sont soumises à l'obligation de garanties financières depuis le 1^{er} juillet 2012, la constitution de 20 % du montant devant être réalisée au 1^{er} juillet 2014 conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;
- CONSIDERANT** que la proposition de calcul de garanties financières transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;
- CONSIDERANT** que l'exploitant doit en conséquence constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité des installations concernées, conformément aux dispositions des articles susvisés du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société CENTIPHARM, dont le siège social se situe chemin de la Madeleine à Grasse, ci-après dénommé « l'exploitant » est tenue de constituer des garanties financières associées à ses installations reprises à l'article 2, pour son établissement sis chemin de la Madeleine à Grasse.

ARTICLE 2 : Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté complémentaire s'appliquent pour les activités suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques
1110	Fabrication industrielle de substances et préparations très toxiques
1130	Fabrication industrielle de substances et préparations toxiques
1171	Fabrication industrielle de substances ou préparations dangereuses pour l'environnement
1174	Fabrication industrielle de composés organohalogénés, organophosphorés, organostanniques
1431	Fabrication industrielle de liquides inflammables

Ces garanties financières s'appliquent pour les activités relevant des rubriques précitées de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par la mise en sécurité du site de l'installation conformément à l'article R.516-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est fixé conformément à l'article 2 à **128 102,88 euros TTC**, cent vingt huit mille cent deux euros et quatre vingt huit centimes, calculé avec l'indice TP01 de référence de septembre 2013 soit 703,9 (détail en annexe 1).

ARTICLE 4 : Délai de constitution des garanties financières

L'exploitant doit constituer 20 % du montant initial des garanties financières à la date du 1er juillet 2014, soit 25 620,58 € TTC. Les délais de constitution sont précisés dans le tableau ci-dessous, en fonction du type de garant :

Année (au 1er juillet)	Annexe 1 + 1ère colonne annexe 2 : constitution à partir du 1er juillet 2014		2ème colonne annexe 2 : constitution à partir du 1er juillet 2019	
	Garants classiques	Consignation CDC	Garants classiques	Consignation CDC
2014	20%	20%	0	0
2015	40%	30%	0	0
2016	60%	40%	0	0
2017	80%	50%	0	0
2018	100%	60%	0	0
2019		70%	20%	20%
2020		80%	40%	30%
2021		90%	60%	40%
2022		100%	80%	50%
2023			100%	60%
2024				70%
2025				80%
2026				90%
2027				100%

(CDC = caisse des dépôts et consignations)

L'exploitant communique au Préfet, dans les délais prévus ci-dessus, le document attestant la constitution des garanties financières, établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31/07/12 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement (cf annexe 2 spécimen des garanties financières).

4-1) Le document attestant la constitution des garanties financières attendu avant le 01 juillet 2014 a une durée de validité de deux ans minimum soit au moins jusqu'au 30 juin 2016.

4-2) Les documents suivants (à remettre plus tard que le 1 juillet 2014) avec périodicité annuelle sont rédigés avec un terme de validité jusqu'au moins le 30 juin 2016.

4-3) Pour l'option « consignation CDC », les trois derniers justificatifs de constitution supplémentaire de 10 % chacun du montant initial sont tous produits avec un terme de validité jusqu'au moins le 30 juin 2024.

4-4) La durée de validité des justificatifs ultérieurs court au moins jusqu'au 30 juin 2024 (+N fois cinq ans).

ARTICLE 5 : Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article R.516-2 III du Code de l'environnement.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31/07/12 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 6 : Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- a minima tous les deux ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ; l'indice TP01 servant de référence pour l'actualisation est l'indice publié au Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, soit en septembre 2013 : 703,9.
- lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations, à l'intérieur de chacune des périodes quinquennales.

ARTICLE 7 : Révision du montant des garanties financières

Le montant des garanties financières peut être révisé lors de toutes modifications des conditions d'exploitation telles que définies à l'article 11 du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Absence de garanties financières

L'absence de garanties financières, soit par défaut de constitution du montant initial, soit par défaut de constitution d'un montant intermédiaire, soit par péremption, soit par non renouvellement, peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en demeure. Conformément à l'article L.171-9 du code de l'environnement, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 9 : Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières quand une des obligations de mise en sécurité telles que prévues à l'article R.516-2 du Code de l'environnement ou dans l'arrêté d'autorisation n'est pas réalisée, et après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 10 : Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés, constatés et validés par l'inspection des installations classées.

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la demande de levée de l'obligation de garanties financières.

ARTICLE 11 : Obligations d'information

L'exploitant doit informer le préfet de :

- tout changement de garant
- tout changement de forme de garanties financières
- toute modification des modalités de constitution des garanties financières telles que définies à l'article R.516-1 du Code de l'environnement
- tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières
- toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.

ARTICLE 12 : Quantités maximales de déchets

En regard du montant des garanties financières proposées par l'exploitant et fixées par l'article 3 du présent arrêté, les quantités maximales de déchets présents sur le site ne doivent pas dépasser les valeurs mentionnés en annexe 1.

ARTICLE 13 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente :

- par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 14 :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Grasse où il pourra être consulté ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Grasse pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité étant dressé par les soins du maire ;
- le même extrait sera en outre, affiché par le pétitionnaire dans son établissement ;
- un avis est inséré par les soins du préfet des Alpes-Maritimes et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

ARTICLE 15 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée :

- à la société CENTIPHARM,
- au maire de Grasse,
- au délégué territorial des Alpes-Maritimes de l'Agence régionale de santé (ARS),
- au chef de l'Unité Territoriale des Alpes-Maritimes de la DREAL PACA.

Fait à Nice, le **17 JUIL. 2014**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
DTION-G 3393


Gérard GAVORY